



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

associations

Question écrite n° 50981

Texte de la question

Mme Muriel Marland-Militello interroge Mme la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville sur le système d'octroi de subventions aux associations et fondations dans ses services. Elle aimerait connaître le montant total versé en 2008, le nombre de bénéficiaires, les critères d'attribution ainsi que la démarche éventuelle d'évaluation des résultats des organismes ainsi subventionnés sur les crédits de son ministère.

Texte de la réponse

Depuis de nombreuses années, la délégation interministérielle à la ville puis le secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV) apportent leur soutien à des associations oeuvrant dans le champ de la politique de la ville, dans le cadre d'une ligne de crédits spécifique appelée « partenariat national ». L'essentiel de ces financements étant désormais assuré par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé), il s'est agi pour l'essentiel, en 2008, d'associations qui remplissent un rôle de « têtes de réseau » au niveau national ou qui mènent des actions d'intérêt national sur des thématiques prioritaires (réussite éducative, habitat et cadre de vie, insertion et emploi, prévention de la délinquance, éducation, santé, culture, sport, etc.). En 2008, 93 associations ont été financées directement, pour une enveloppe de 4 329 588 EUR (liste détaillée ci-après). La rationalisation des acteurs, l'amélioration de la traçabilité des aides de l'État aux associations et l'évaluation systématique des dispositifs sont au coeur de la nouvelle politique menée en faveur des quartiers prioritaires. S'agissant plus précisément des associations et de leur financement, il est important de rappeler que le soutien aux associations se fait dans un cadre contractuel responsabilisant. Ainsi, les articles 5 et 8 des conventions stipulent, que : « les parties s'engagent à évaluer de façon continue le respect des engagements précisés dans la présente convention. Au-delà du contrôle de l'utilisation à bonne fin de cette subvention, les relations entre le SG-CIV et le titulaire devront s'inscrire dans un processus permanent d'évaluation des actions subventionnées ». Le rapport de synthèse de la mission d'évaluation confiée par le SG-CIV au cabinet COPAS en 2006 auprès de 42 associations, complété par celui réalisé en 2007 concernant une trentaine d'autres associations agissant principalement dans le domaine de la réussite éducative, a mis en évidence la qualité de ce partenariat et ses effets positifs incontestables, tant pour le SG-CIV que pour les associations qui se trouvent ainsi confortées et valorisées dans leur action.

Politique de la ville (gestion SG-CIV)

ASSOCIATIONS SUBVENTIONNÉES	DÉPARTEMENT	SUBVENTION 2008 (en euros)
Académie des sciences	75	30 000
ACEPP (Association collectifs enfants parents professionnels)	75	50 000

ACSB (Association communautaire santé bien-être)		20 000
ADICR (Association du dialogue inter culturel et interreligieux)		15 000
AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville)	75	100 000
AFIJ (Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés)	75	30 000
ANACEJ (Association nationale de conseils d'enfants et des jeunes)	75	10 000
ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)	75	17 781
ANDEV (Association nationale des directeurs de l'éducation des villes de France)	45	10 000
ANGC (Association nationale des groupements de créateurs)	77	45 000
APEM-SP (Association nationale du réseau d'acteurs des plates-formes, espaces et maisons des services publics)	93	22 000
Artfactories	75	30 000
Association des compagnons bâtisseurs	37	70 000
Associations des ludothèques de France		10 000
Association des travailleurs sociaux dans les commissariats et les brigades	59	35 000
Association enfance et musique - Noisy-le-Sec	93	20 000
Association France Médiation		60 000
Backstreet Productions	93	25 000
Banlieues d'Europe - Strasbourg	67	25 000
Bondy Blog		25 000
Centre en ville en mouvement		19 000
CIPC (Centre international pour la prévention de la criminalité)		150 000
CNLRQ (Comité national de liaison des régies de quartier - Paris)	75	35 000
Concours Talents	75	175 000
Coopérer pour entreprendre	75	30 000
Conférence des grandes écoles	75	100 000
Culture du coeur	75	15 000

Culture et hôpital		30 000
Débarquement Jeunes		50 000
Droit d'urgence		15 000
Élus, Santé publique et Territoire	92	60 000
EPRA (Échanges et productions radiophoniques - Paris 11e)	75	20 000
Espace, Sport, Insertion jeunes		30 807
Établissement public de santé mentale - Lille métropole		50 000
EUKN		34 000
FACE	75	60 000
Fédération de l'entraide protestante	75	15 000
Fédération des centres sociaux et socioculturels de France	75	25 000
Fédération nationale des associations d'entrepreneurs des ZUS (FNAE ZUS)	30	25 000
Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs		80 000
Femmes solidaires		8 000
Forum européen pour la sécurité urbaine - Paris	75	40 000
Forum français pour la sécurité urbaine - Paris	75	50 000
GENEPI (Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées)	75	30 000
GIP (ANLCI Agence nationale de lutte contre l'illettrisme)	69	45 000
GIP EPAU (L'Europe des projets architecturaux et urbains)	92	40 000
Grale		20 000
Hors les murs - Paris	75	20 000
IFAFE (Initiative femmes africaines France Europe - Bagneux)	92	23 000
IFMO		60 000
IMS (Institut du mécénat de solidarité)	75	20 000
Institut des villes - URBACT	93	140 000
Institut des villes	93	345 000

Institut Théophraste-Renaudot	75	60 000
Interréseau des professionnels du développement social urbain - Nantes	44	100 000
Itinéraire international		30 000
Journalisme et Citoyenneté		5 000
Libre à toi		15 000
La Ligue de l'enseignement		10 000
La Villette - Paris	75	50 000
Le Rocher		50 000
Le Valdocco		45 000
L'Équipe de fais-nous rêver - Champigny-sur-Marne	94	90 000
Les Petits Débrouillards - Paris	75	185 000
Les yeux de l'ouïe		15 000
Ligue française pour la santé mentale		20 000
Maison des potes - Paris	75	40 000
Mairie de Brest		20 000
MDM (Médecins du monde - Paris)	18	30 000
Mission des relations internationales	63	80 000
Mission possible	75	200 000
Mouvement mondial des mères		50 000
Mozaïk RH		15 000
Ni putes ni soumises	75	40 000
Notre atelier commun		15 000
ODAS (Observatoire national de l'action sociale décentralisée - Paris)	75	60 000
PADES	75	35 000
Permis de vivre la ville	75	10 000
Population et Avenir		5 000

Pulsait - Montreuil	93	10 000
Regroupement Implantation Redéploiement	92	30 000
Réseau école 2e chance		260 000
Réseau national des maisons des associations		20 000
Réseau national d'accès aux droits des jeunes	75	10 000
RNJA (Réseau national des juniors associations - Paris)	75	30 000
Saint-Pierre Animation		10 000
SOS Racisme - Touche pas à mon pote - Paris	75	50 000
UFRAMA (Union national des festivals régionaux des associations de maisons familiales - Saintes)	17	10 000
Union des couveuses	75	30 000
Union des PIMMS	69	25 000
Villes Internet		40 000
Voix d'elles rebelles	93	20 000
Voiture & Co		25 000
Total annuel		4 329 588

Données clés

Auteur : [Mme Muriel Marland-Militello](#)**Circonscription** : Alpes-Maritimes (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire**Type de question** : Question écrite**Numéro de la question** : 50981**Rubrique** : Ministères et secrétariats d'état**Ministère interrogé** : Politique de la ville**Ministère attributaire** : Politique de la ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juin 2009, page 5271**Réponse publiée le** : 20 juillet 2010, page 8171